



**ACADÉMIE
DE NANTES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Thème 2 : Vivre en France en démocratie depuis 1945

Comment lire
le thème ?

Objectif général :

**Montrer comment après
1945 la France se reconstruit
et s'adapte aux défis de
l'après-guerre, puis à la
mondialisation.**

**Les mutations du travail et
de la société**

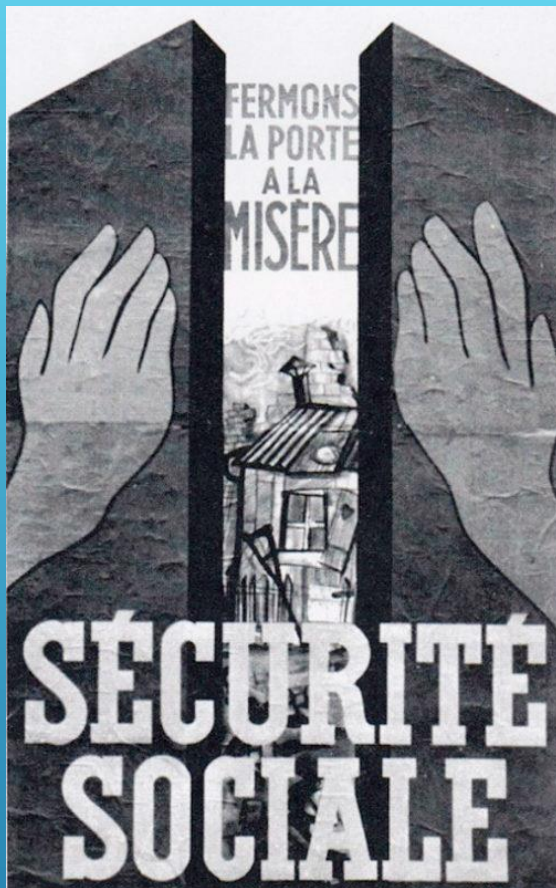
Les transformations politiques

Les défis de la mondialisation

Repères

(en italique ceux vus au collège)

- 1944 : *Les femmes obtiennent le droit de vote (électrices et éligibles).*
- 1950 : Salaire minimum interprofessionnel garanti.
- 1958 : *Proclamation de la Vème République.*
- 1954-1962 : *Guerre d'indépendance de l'Algérie.*
- 1962 : *Election du président de la République au suffrage universel direct.*
- 1968 : Manifestations ouvrières et étudiantes de mai.
- 1974 : Garantie de ressources pour les chômeurs.
- 1974 : Droit de vote à 18 ans.
- 1975 : Réforme Haby (collège unique et création des lycées d'enseignement professionnel).
- 1975 : *Loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse.*
- 1982 : *premières lois de décentralisation.*
- 1982 : Lois Auroux sur le droit du travail.
- 1985 : Création du baccalauréat professionnel.
- 1992 : Ratification du traité de Maastricht.
- 2000 : Loi sur la parité aux élections.
- 2004 : Charte de l'environnement.



Source : <https://communication-securite-sociale.fr/securite-sociale-70ans/affiches-illustrations/>

Document 1 : Affiches de la sécurité sociale, vers 1945

La France sort éprouvée de la Seconde Guerre mondiale. Les Hommes de 1945, issus de la Résistance rêvent d'une sécurité pour la société, un progrès, Les populations ont besoin d'aide. Le Gouvernement provisoire institue une organisation qui vise à protéger les Français et leurs familles des risques sur leur santé. La sécu devient un pilier de cette société nouvelle.

Séance 1 : Une démocratie reconstruite et modernisée face aux défis de l'après-guerre

Le retour de la République : l'instauration d'une démocratie libérale et sociale (1944-1946) ; Les défis relevés de la reconstruction ; aspirations des colonies

Capacité : Mener une analyse historique à partir d'un document iconographique

Document 2 : ordonnance du 4 octobre 1945 du GPRF

Mots clés, Repère :
Démocratie libérale,
Démocratie sociale,
Etat-providence

Contextualisation :
La reconstruction

Art. 1^{er} – Il est institué une organisation de la Sécurité sociale destinée à garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer leur capacité de gain, à couvrir les charges de maternité et les charges de famille qu'ils supportent.

L'organisation de la Sécurité sociale assure dès à présent le service des prestations prévues par les législations concernant les assurances sociales, l'allocation aux vieux travailleurs salariés, les accidents du travail et maladies professionnelles et les allocations familiales et de salaire unique aux catégories de travailleurs protégés par chacune de ces législations dans le cadre des prescriptions fixées par celles-ci et sous réserve des dispositions de la présente ordonnance.

Des ordonnances ultérieures procéderont à l'harmonisation desdites législations et pourront étendre le champ d'application de l'organisation de la Sécurité sociale à des catégories nouvelles de bénéficiaires et à des risques ou prestations non prévus par les textes en vigueur.

Le Gouvernement provisoire de la République française.

Document 3 : Discours du Premier ministre à l'occasion du 75ème anniversaire de la sécurité sociale, le 8 octobre 2020.

Source : <https://www.gouvernement.fr/75eme-anniversaire-de-la-securite-sociale>



Séance 2 : Une République stabilisée et renouvelée pour une société en mutation depuis 1958

Une nouvelle Constitution : un pouvoir exécutif renforcé

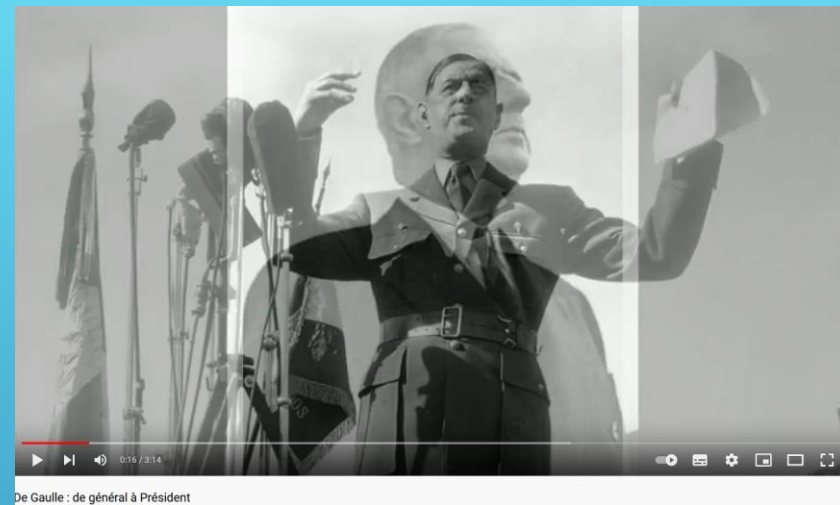
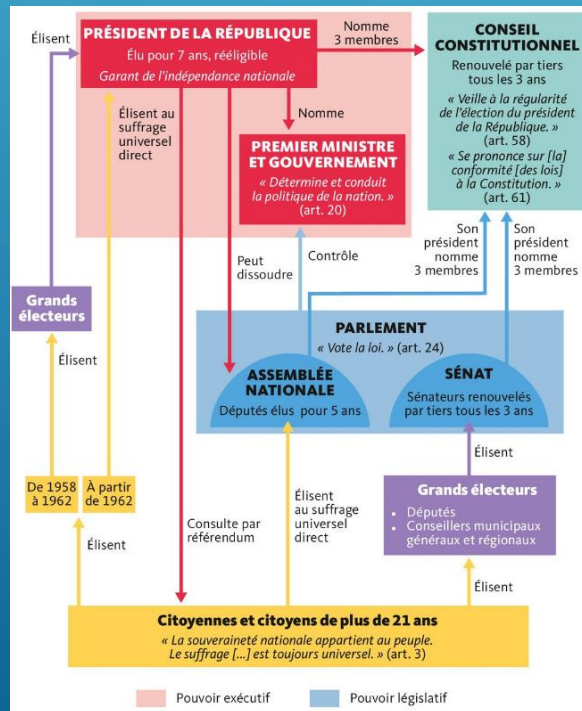
Les pouvoirs du président de la République

1962 : l'élection au suffrage universel direct

Une vie politique stabilisée mais bipolarisée

« Art. 8. Le Président de la République nomme le Premier Ministre. [...] Sur la proposition du Premier ministre, il nomme les autres membres du Gouvernement et met fin à leurs fonctions.
Art. 9. Le Président de la République préside le Conseil des ministres. [...]
Art. 12. Le Président de la République peut, après consultation du Premier ministre et des présidents des assemblées, prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale. [...]
Art. 15. Le Président de la République est le chef des armées. [...]
Art. 16. Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire [...] sont menacées d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu, le Président de la République prend les mesures exigées par ces circonstances, après consultation officielle du Premier ministre, des présidents des assemblées ainsi que du Conseil constitutionnel. [...]
Art. 49-3. Le Premier ministre peut, après délibération du Conseil des ministres, engager la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un texte. Dans ce cas, ce texte est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée. »

Constitution de la V^e République, 1958.



https://www.youtube.com/watch?v=RfiweJ_u_i0



Affiche gaulliste et communiste en 1958



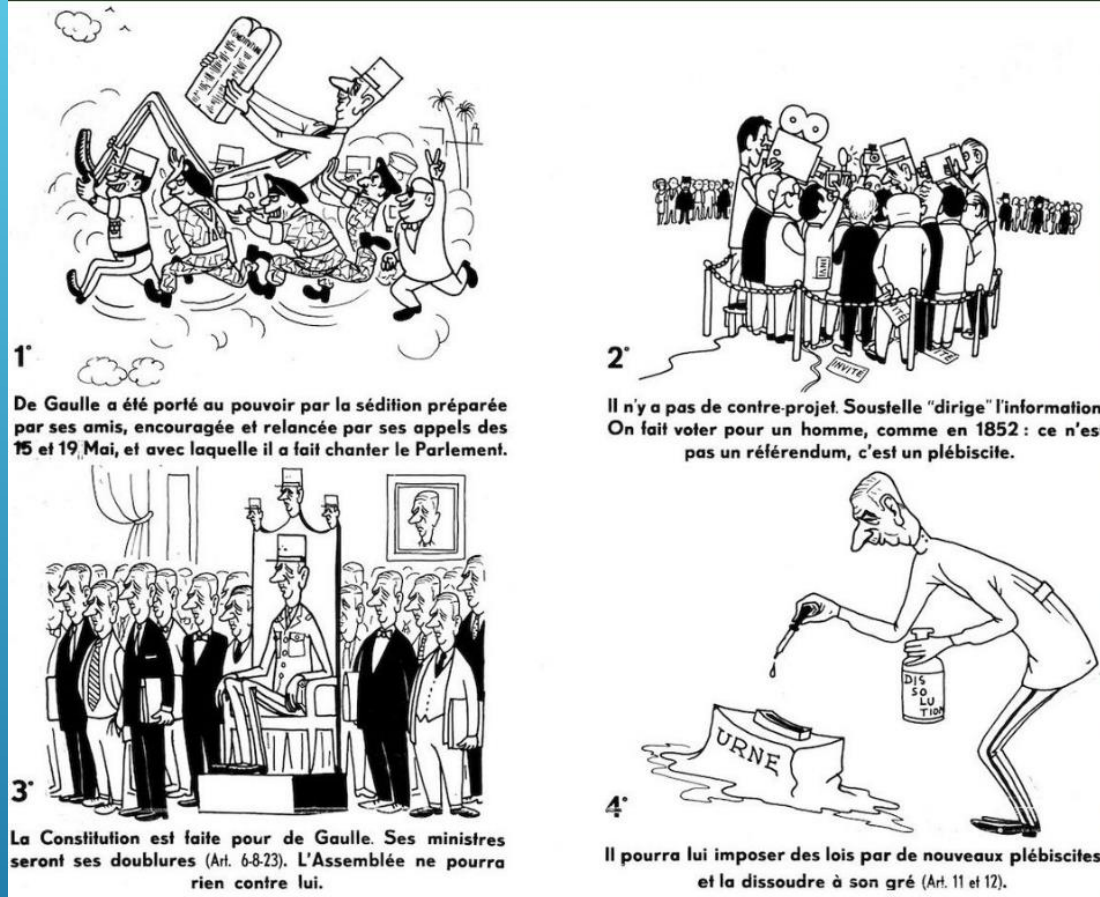
ACADÉMIE DE NANTES

Liberté
Égalité
Fraternité

« Voici quatre ans, le peuple français s'est donné à lui-même une constitution. [...] Elle institue un président qui doit être le garant de ce qui est vital et permanent dans le destin du pays, qui doit assurer la continuité de l'État républicain et qui doit répondre de la France en cas de péril public. Comme, à l'appel général du pays, j'ai assumé la fonction, le mode d'élection du président était, d'abord, secondaire puisque le rôle était rempli. [...] Mais pour être, vis-à-vis de lui-même et vis-à-vis des autres, en mesure de remplir une pareille mission, le président a besoin de la confiance directe de la nation. [...]

Françaises, Français, le projet de loi que je vous sou mets propose que le président de la République, votre président, sera élu par vous-mêmes. Rien n'est plus républicain. Rien n'est plus démocratique. [...] Une fois de plus, le peuple français va faire usage du référendum, ce droit souverain, qui, à mon initiative, lui fut reconnu en 1945, qu'il a, de même, recouvré en 1958 et qui a, depuis lors, permis à la République de se donner des institutions valables et de trancher au fond le **grave problème algérien**. Une fois de plus, le résultat exprimera la décision de la nation sur un sujet essentiel. [...] Ce sont donc vos réponses qui, le 28 octobre, me diront si je peux et si je dois poursuivre ma tâche au service de la France. »

Charles de Gaulle, allocution radiotélévisée du 4 octobre 1962.



« Vous voterez non parce que... », affiche du parti de l'Union de la gauche socialiste, dessins de Maurice Henry, 1962.

Comment le président de la République est-il élu ?

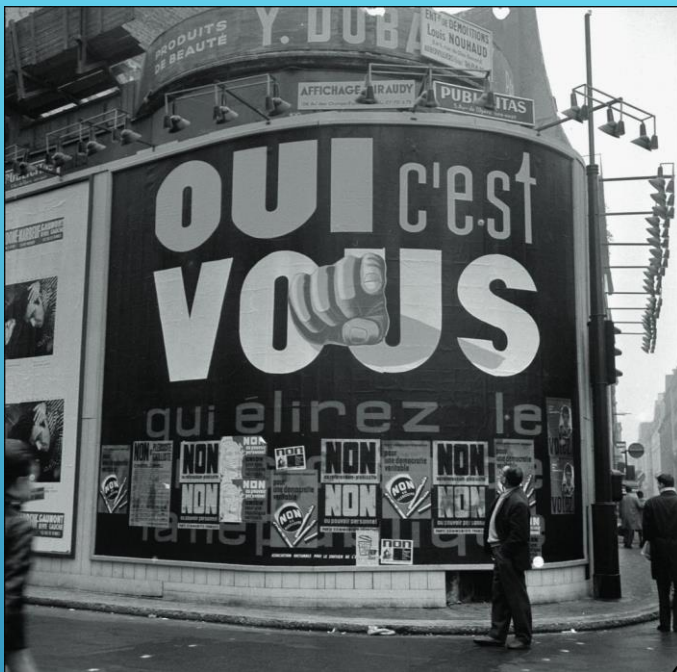
Clef de voûte des institutions, le chef de l'État est élu au suffrage universel depuis la révision constitutionnelle voulue par le général de Gaulle en 1962.

Par Charles Deluemoz



Publié le 16/08/2016 à 11h32 - Modifié le 16/08/2016 à 11h56





« Oui c'est vous qui élirez le président de la République », campagne d'affichage, Paris, 19 octobre 1962.

<https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000000094/le-referendum-du-28-octobre-1962.html>

19 OCT. 1962 LES ACTUALITÉS FRANÇAISES
 Le référendum du 28 octobre 1962

LA SEMAINE
 ina.fr

Infos Pédagogie Transcription

Résumé
 Le dimanche 28 octobre 1962, les Français se prononcent par référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel direct : la oui l'emporte avec 62,30% des suffrages.
 Date de publication du document : 2003
 Date de diffusion : 31 oct. 1962
 Date d'évènement : 28 oct. 1962

Pédagogie
 Contexte historique
 Éclairage média

Ce contenu vous est proposé par :
 ina

Informations et crédits
 Type de média : Vidéo
 Type de document : Reportage
 Collection : Les Actualités Françaises
 Producteur(s) : INA
 Nationalité(s) : France
 Référence : 00004

« En somme, comme vous le voyez, un des caractères essentiels de la Constitution de la V^e République, c'est qu'elle donne une tête à l'État. [...] Cependant, pour que le président de la République puisse porter et exercer effectivement une charge pareille, il lui faut la confiance explicite de la nation. [...] Il y a entre vous, Françaises, Français, et moi-même un lien exceptionnel qui m'investit et qui m'oblige. Je n'ai donc pas attaché [en 1958] une importance particulière aux modalités qui allaient entourer ma désignation, puisque celle-ci était d'avance prononcée par la force des choses. [...] J'ai alors accepté que le texte initial de notre Constitution soumit l'élection du président à un collège relativement restreint d'environ 80 000 élus.

Mais [...] la question serait très différente pour ceux qui [...] viendront après moi [...]. Ceux-là, pour qu'ils soient entièrement en mesure et complètement obligés de porter la charge suprême, quel que puisse être son poids, [...] et qu'ainsi notre République continue d'avoir une bonne chance de demeurer solide, efficace et populaire en dépit des démons de nos divisions, il faudra qu'ils en reçoivent directement mission de l'ensemble des citoyens. Sans que doivent être modifiés les droits respectifs, ni les rapports réciproques des pouvoirs, exécutif, législatif, judiciaire, tels que les fixe la Constitution, mais [...] en vue de maintenir et d'affermir dans l'avenir nos institutions. »

Charles de Gaulle, allocution radiotélédiffusée du 20 septembre 1962.

« Voici que la combinaison du micro et de l'écran s'offre à moi au moment même où l'innovation commence son foudroyant développement. Pour être présent partout, c'est là soudain un moyen sans égal. À condition toutefois que je réussisse dans mes apparitions. [...] Les téléspectateurs regardent de Gaulle sur l'écran en l'entendant sur les ondes. Pour être fidèle à mon personnage, il me faut m'adresser à eux comme si c'était les yeux dans les yeux, sans papier et sans lunettes. [...] Maintes fois en ces quatre ans [1958-1962], les Français, par millions et par millions, rencontrent ainsi le général de Gaulle. »

Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir. I, Le renouveau (1958-1962)*, Plon, 1970.

« Le suffrage universel, consulté d'une manière directe [...], a choisi Louis-Napoléon, a ensuite approuvé son coup d'État et, finalement, ne peut pas se comporter autrement dans un système de ce genre. [...] En fait, tous les candidats refusent de traiter des vraies options politiques sous le contrôle et l'arbitrage du suffrage universel. Ils cherchent à prendre les positions qui peuvent flatter telle tentation, telle réaction élémentaire dans le corps électoral, c'est-à-dire qu'ils cherchent à obtenir une délégation de pouvoir pure et simple, un véritable blanc-seing. [...] Si, à un siècle d'intervalle, Louis-Napoléon et de Gaulle ont écrasé le Parlement [...], ce n'est pas par hasard, c'est que cela résulte du système lui-même dans lequel ils s'étaient enfermés. »

Lettre de Pierre Mendès France à François Goguel, secrétaire général du Sénat, 10 mai 1965.



Les crises/les critiques

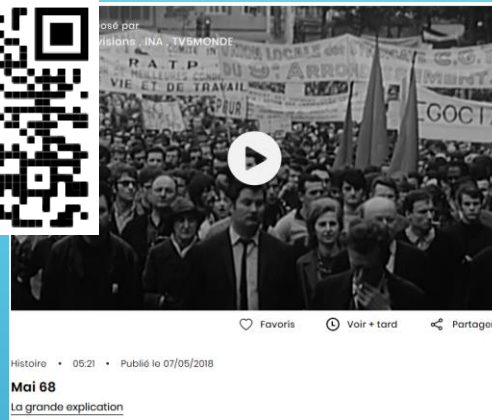
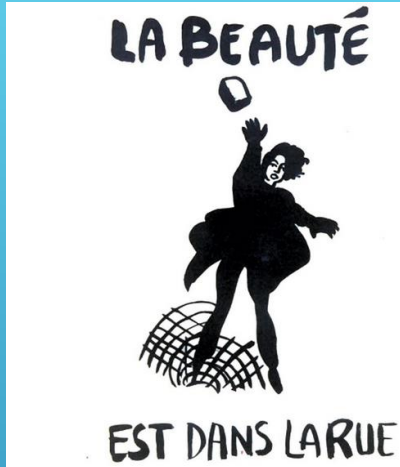


Olivier DUHAMEL raconte Première crise traversée par le premier président de la Ve République : les "événements en Algérie". "Le général de Gaulle est arrivé au pouvoir pour régler **le conflit algérien**.

Mais les "événements en Algérie" tournent à la guerre, la victoire militaire n'est pas là. Et le général de Gaulle comprend peu à peu que la victoire politique est désormais un objectif inatteignable. En septembre 1959, il propose aux Algériens "le recours à l'autodétermination" qui débouchera sur un référendum. Mais les violences, les attentats se multiplient. Pire les généraux en Algérie décident de faire un putsch.

Le général de Gaulle prend alors la parole, en tenue militaire, pour dégainer une arme institutionnelle : les pleins pouvoirs prévus par l'article 16 de la Constitution. Et il reprend la main pour avancer vers l'indépendance de l'Algérie jusqu'au référendum sur les accords d'Evian. "Le paradoxe de l'histoire, c'est que ce qui a permis cette formidable victoire de De Gaulle dans des tourments incroyables, ce même référendum sera ce qui le conduira au départ..."

<https://www.europe1.fr/emissions/nos-presidents-dans-la-tourmente/de-gaulle-le-roi-du-referendum-face-a-la-guerre-en-algerie-3885545>



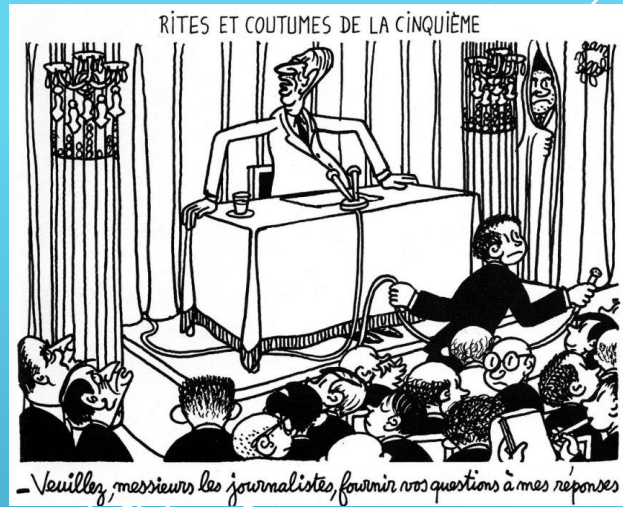
<https://www.lumni.fr/video/mai-68>



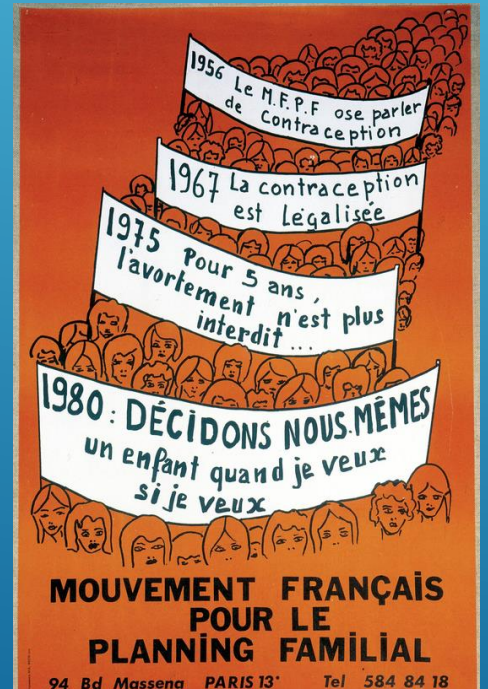
Les événements de Mai 68 sont un ensemble de grèves et de manifestations contre la société traditionnelle, le capitalisme et, plus directement, contre le pouvoir gaulliste en place.



La crise politique Mai 1968 De Gaulle et son premier ministre Pompidou sont contestés en mai 1968. Des manifestations réclament leur départ.



Dessin de Jean Effel, L'Express, 30 janvier 1964. De Gaulle organise les conférences de presse dans la salle des fêtes de l'Élysée. Le président présente son discours puis répond à des questions faussement improvisées de journalistes triés sur le volet.



MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL
94 Bd Massena PARIS 13^e Tel 584 84 18



**ACADÉMIE
DE NANTES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Vers une nouvelle société : le tournant du milieu des années 1960-70

Les transformations de la population active

L'urbanisation, la modernisation et les grands ensembles

L'entrée dans la société de consommation

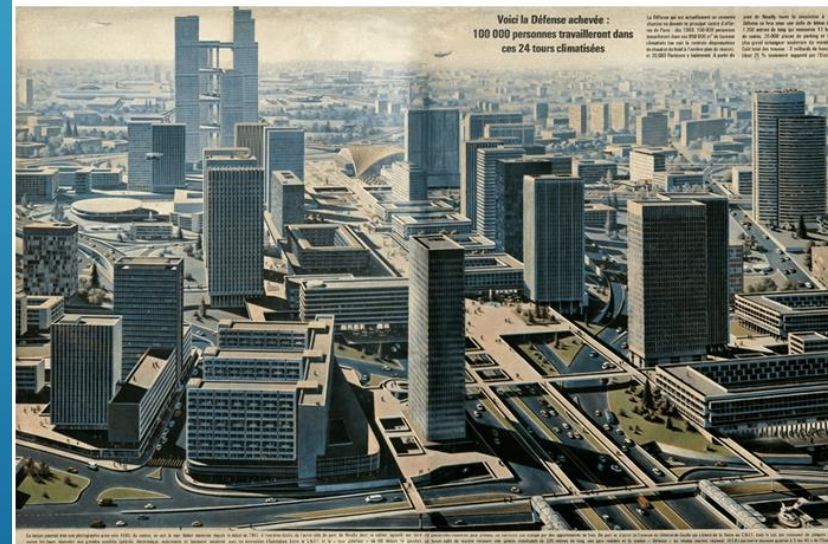
Mais des conservatismes et des écarts croissants de richesse => crise de Mai 1968.



Bidonville de Nanterre (années 1950). Au milieu des années 1960, plus de 40 % des Algériens en France vivent dans des bidonvilles.

La Tour Zehrfuss

Ce projet est celui qui inaugure la longue liste des projets inaboutis. Bernard Zehrfuss propose dès 1958 de construire face au CNIT, dont il est un des concepteurs, un gratte-ciel de 220 mètres en verre composé de quatre tours de hauteur différentes, mais dont la plus haute culmine à 250 mètres. Dépassant le simple concept de tour, Zehrfuss voit son projet comme une avenue verticale, dédiée à ses 4000 occupants. Autour d'un noyau central vide, les quatre tours se juxtaposent, tout en étant reliées tous les 12 étages par des plateformes communes. Définitivement abandonné en 1970, le concours Tête Défense succède à ce projet.



La forte augmentation du niveau de vie des Français après la guerre explique l'entrée de la France dans la société de consommation. Le premier hypermarché ouvre en 1963. La part de l'alimentation dans le budget des familles recule au profit au logement, de la santé, des transports, des loisirs, avec des produits phares comme l'automobile et la télévision. Mais il y a aussi des exclus de la société de consommation



Séance 3 : Une République en évolution face aux défis de la mondialisation depuis les années 1980

Des difficultés :
Désindustrialisation et naissance de nouveaux métiers
Crise économique et sociale (chômage de masse, pauvreté, exclusion)



Le 23 mars 1979, 80 000 personnes se réunissent à l'appel entre autres de la CGT pour lutter contre le plan massif de licenciement de 20 000 sidérurgistes dans l'industrie lorraine.

Des adaptations :
Evolutions institutionnelles et destin européen confirmé
De nouvelles « sensibilités »

	1950	1970	1990
Population totale (millions)	41,8	50,7	56,7
Part des moins de 20 ans (%)	30,1	33,2	27,8
Part des bacheliers dans une génération (%)	4,8	20,1	43,5
Taux de chômage (part de la population active)	1,9	2,9	7,9
Emplois dans le secteur primaire (part de la population active)	29,6	15	6,1
Emplois dans le secteur secondaire (part de la population active)	33,1	38	29,2
Emplois dans le secteur tertiaire (part de la population active)	37,3	48	64,6
Taux d'activité des femmes (%)	39,5	45	58,9

toute l'europe

TOUS LES THÈMES + LES PAYS EUROPÉENS + L'EUROPE PRATIQUE + FORM ÉDITORI

14 juin 1985 : présentation du Livre blanc de Jacques Delors

CVCE Découvrez les grandes étapes de la construction européenne

Jacques Delors

Tout juste nommé président de la Commission européenne, Jacques Delors présente aux dirigeants des Etats membres 310 mesures destinées à achever le marché unique. En effet, malgré l'ouverture des frontières, de nombreux obstacles administratifs et réglementaires empêchent encore une totale liberté de circulation des marchandises. Delors est convaincu que la disparition des dernières barrières aux échanges relancera la croissance économique en Europe. Il se fixe jusqu'au 31 décembre 1992 pour y parvenir. La Communauté vivra désormais au rythme de "l'objectif 92".

<https://www.toutteleurope.eu/histoire/1985-1991-la-relance-europeenne/>

DANS MA RÉGION, CETTE ANNÉE, AU LIEU D'ACHETER EN LIGNE, J'ACHÈTE

dans ma zone

#ProduitEnOccitanie

« Consommez régional, car nos emplettes sont nos emplois ! »

Carole Delga
Présidente de la Région Occitanie

la région.fr/ProduitEnOccitanie

le nouvel **Observateur**

QUI VA CRAQUER?

IMPÔTS, EMPLOI, PRIVATISATION, TÉLÉVISION. CE QUE LA DROITE PRÉPARE

1986, première cohabitation

3 MILLIONS... DE CHOMEURS CE SONT 3 MILLIONS... D'IMMIGRÉS DE TROP ! LA FRANCE ET LES FRANÇAIS D'ABORD !

FRONT NATIONAL

11, RUE BERNOUILLY, 75006 PARIS

Années 1980-90



ACADÉMIE
DE NANTES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

